

Négociations commerciales et environnementales internationales

Master Commerce International et
Environnement 2019-20

Sandra Poncet

Email: sandra.poncet@univ-paris1.fr

PLAN du cours

Partie 1: Le commerce international est-il mauvais pour l'environnement ?

Partie 2: La mondialisation économique s'oppose-t-elle à la réglementation environnementale ?

Partie 3: Comment articuler politiques commerciales et enjeux climatiques ?

HORAIRES des séances

- Mercredi 8 janvier, de 9h à 13h, MSE: B2.1

-Vendredi 28 février 14h30 à 17h30, 14 Rue de Tolbiac salle 404,

-lundi, le 09 mars 9h00-13h00 14 Rue de Tolbiac: salle 501

-mardi, le 10 mars 09h00-12h00 14 Rue de Tolbiac: salle 501

-mercredi, le 11 mars 09h00-13h00 14 Rue de Tolbiac: salle 501

Examen: vendredi 13 mars de 08h30-10h30 14 Rue de Tolbiac:
salle 501

Introduction

Qu'est-ce que le commerce a à voir avec les problèmes environnementaux ?

Il est tentant de voir un lien entre les deux phénomènes

Au cours des dernières décennies, on a assisté à :

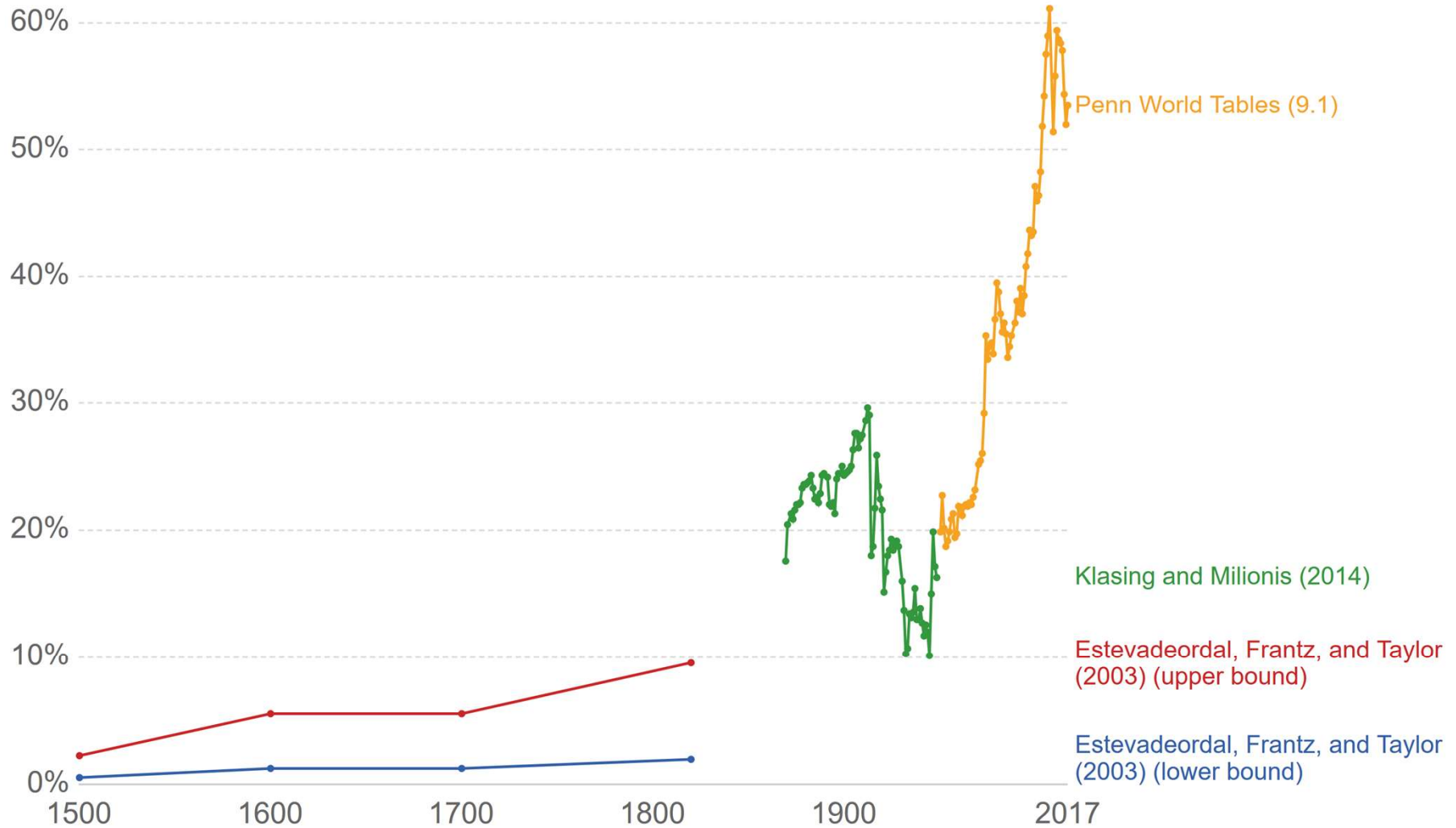
-une **expansion rapide du commerce international** et de la production mondiale, rendue possible par la réduction graduelle des barrières commerciales:

-tarifs moyens ont baissés de 18% en Europe et 15% en Amérique du Nord en 1960 à 4% en 2000 (Baldwin, 2006)

-une **hausse rapide de la concentration de dioxyde de carbone (CO₂)** dans l'atmosphère

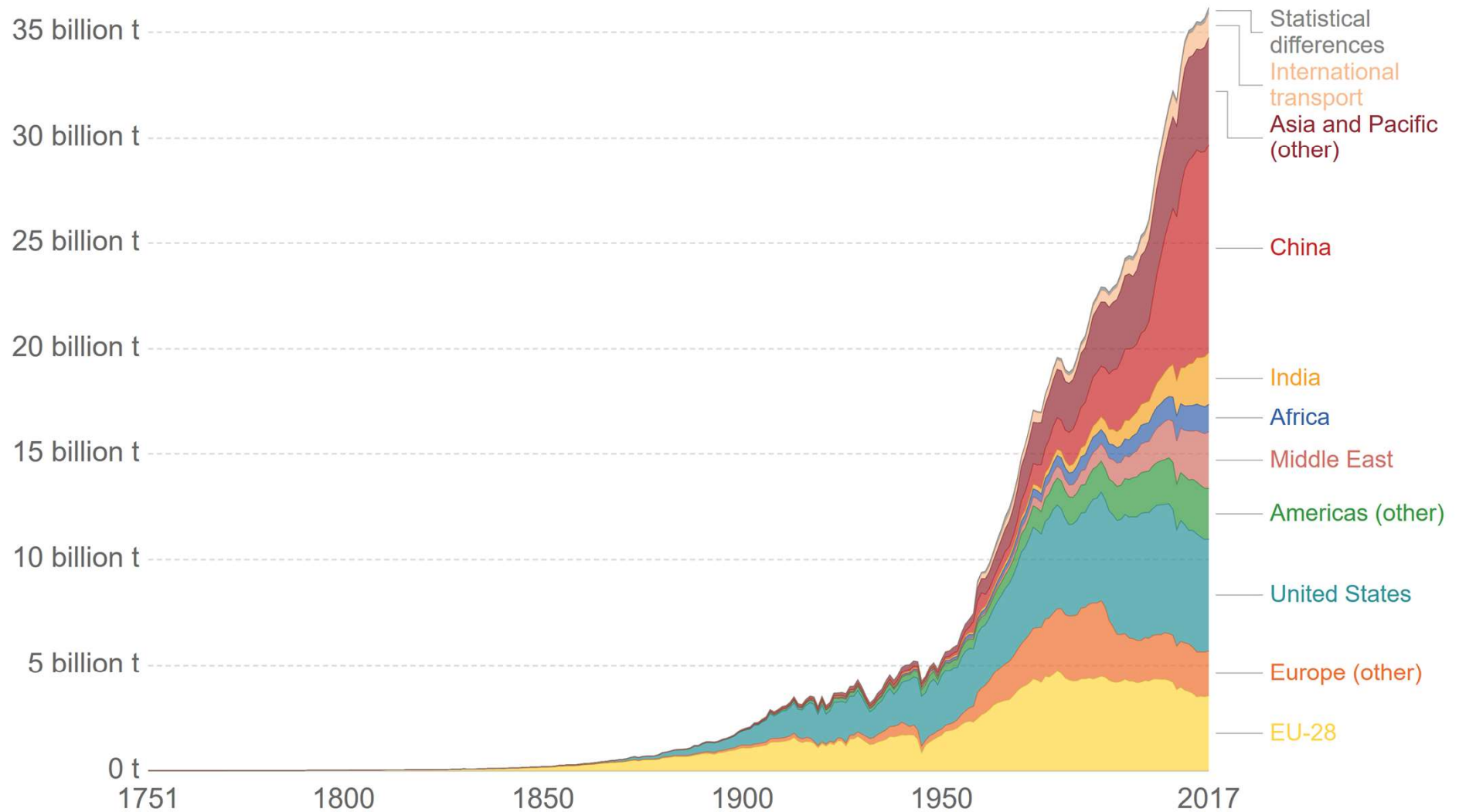
Globalization over 5 centuries

Shown is the "trade openness index". This index is defined as the sum of world exports and imports, divided by world GDP. Each series corresponds to a different source.



Source: Estevadeordal, Frantz, and Taylor (2003), Klasing and Milionis (2014), Feenstra et al. (2015) Penn World Tables 9.1
CC BY

Annual total CO₂ emissions, by world region



Source: Carbon Dioxide Information Analysis Center (CDIAC); Global Carbon Project (GCP)

Note: The difference between the global estimate and the sum of national totals is labeled "Statistical differences".

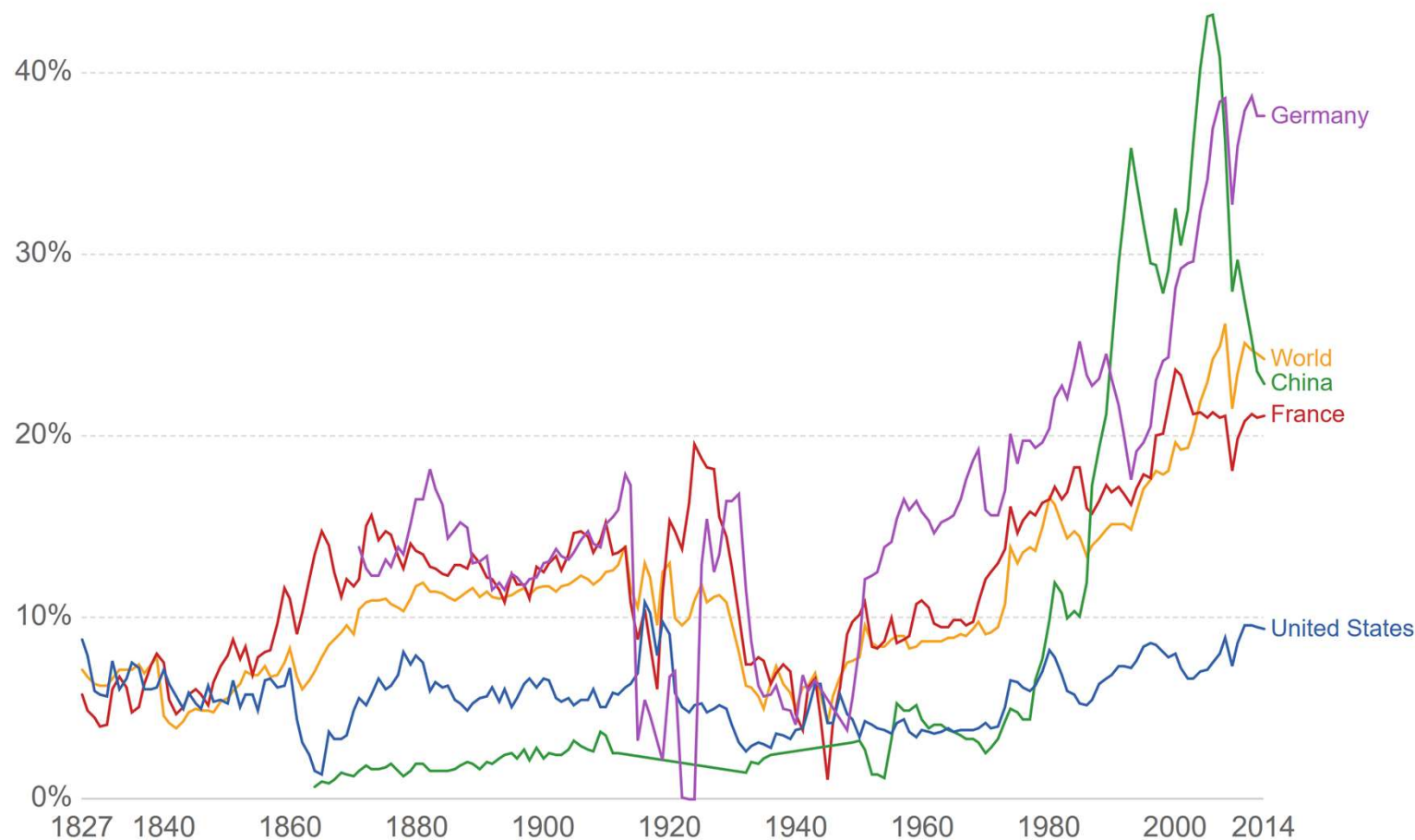
OurWorldInData.org/co2-and-other-greenhouse-gas-emissions • CC BY

Accélération de l'internationalisation depuis 1950: en moyenne 1 dollar sur 4 dollars produits est échangé (1 sur 10 en 1970)

Value of exported goods as share of GDP

Estimates correspond to merchandise export-to-GDP ratios.

Our World
in Data



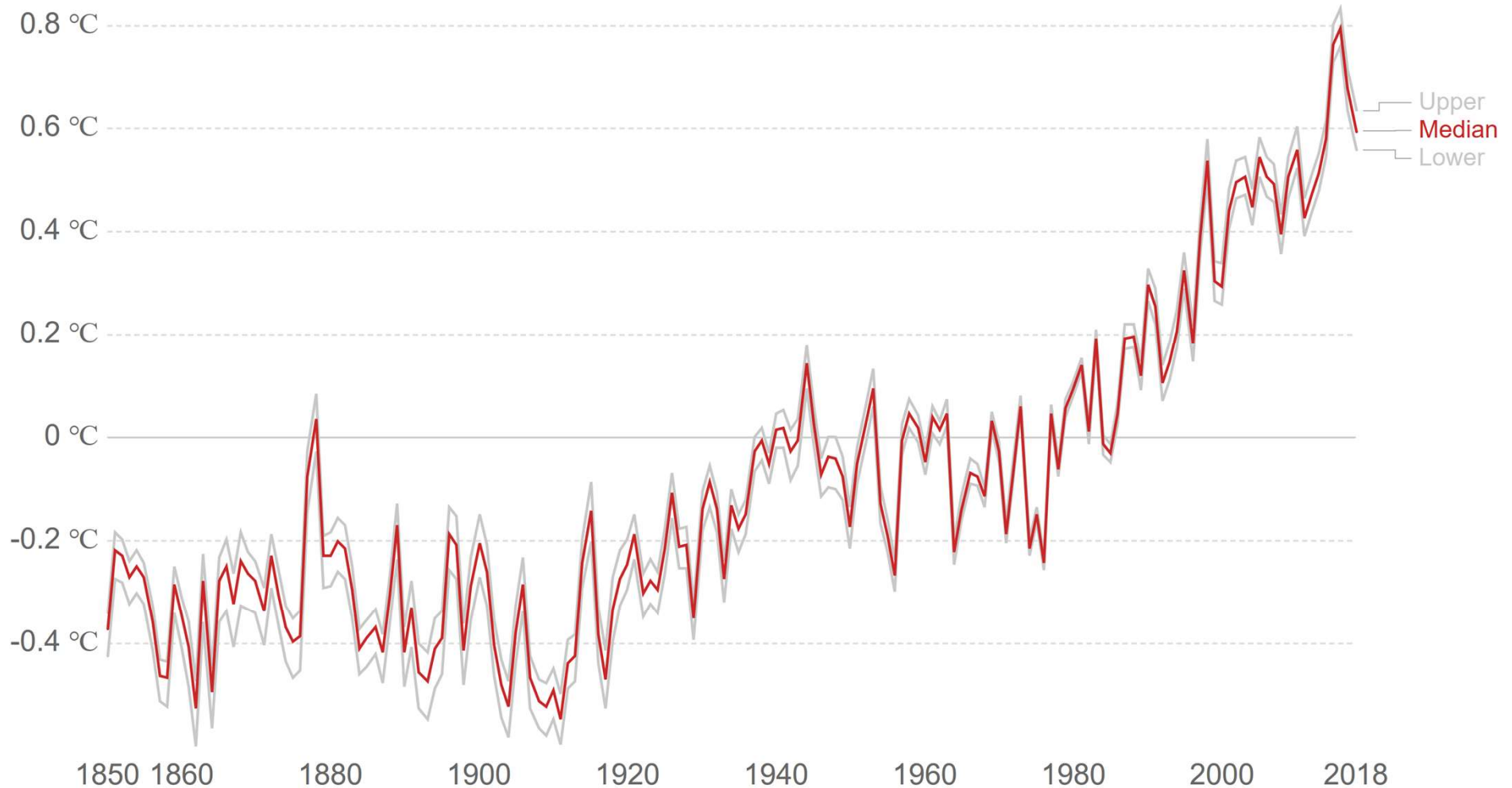
Source: Fouquin and Hugot (CEPII 2016)
CC BY

<https://ourworldindata.org/trade-and-globalization>

Accélération du processus de réchauffement climatique

Average temperature anomaly, Global

Global average land-sea temperature anomaly relative to the 1961-1990 average temperature in degrees celsius (°C). The red line represents the median average temperature change, and grey lines represent the upper and lower 95% confidence intervals.



Source: Hadley Centre (HadCRUT4)

OurWorldInData.org/co2-and-other-greenhouse-gas-emissions • CC BY

Commerce et problèmes environnementaux sont-ils vraiment liés ou s'agit-il d'une relation fallacieuse?

Crucial de s'assurer d'un *lien causal* entre commerce et environnement pour comprendre **en quoi les négociations commerciales et environnementales sont liées:**

Si le commerce cause la dégradation de l'environnement (au-delà de celle de la production vendue nationalement) alors indispensable de

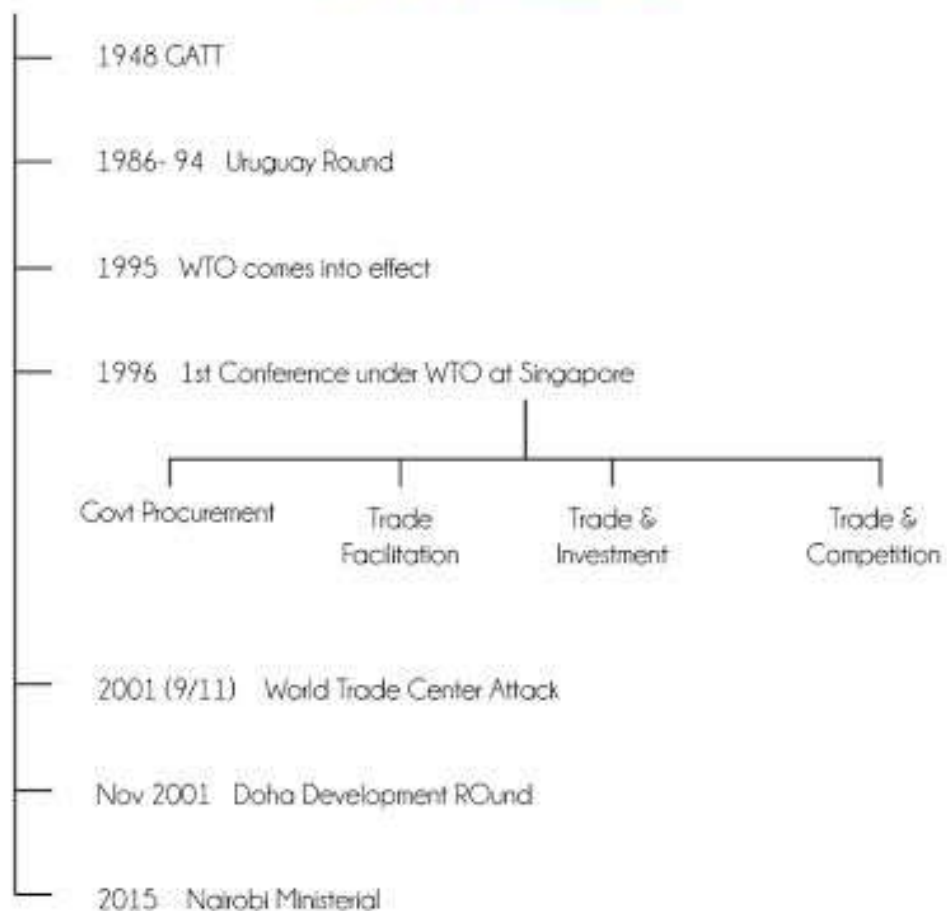
1) s'assurer que les négociations commerciales prennent en compte les effets environnementaux de la libéralisation commerciale générée

Le maintien de restrictions commerciales pourrait ainsi être justifié par la préservation de l'environnement

2) s'assurer que les négociations environnementales traitent de la problématique du commerce et pas juste de la production à viser nationale

Or pour l'instant les deux processus de négociations ne sont pas du tout intégrés

WTO TIMELINE



MILESTONE	YEAR	IMPORTANCE
First World Climate Conference	1979	Lays the foundation for some international climate programmes including the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC)
IPCC's First assessment report	1990	Provides the first estimates of confidence about the extent of global climate change and the human influences behind it
UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) signed	1992	A major international climate change treaty representing worldwide agreement that action is needed against climate change
UNFCCC enters into force	1994	Countries signing the UNFCCC are now bound by its rules.
First Conference of the Parties (COP) of the UNFCCC	1995	The first of the (generally annual) international negotiations on climate change stipulated by the UNFCCC, leading to the Kyoto Protocol
Kyoto Protocol signed	1997	Thirty-seven developed nations and economies in transition commit to reducing their emissions by at least five per cent below 1990 levels from 2008-2012
Kyoto Protocol enters into force	2005	Countries with greenhouse gas reduction targets are now committed to them
IPCC's Fifth assessment report	2013-2014	Follows reports in 1995, 2001 and 2007. Makes strong statements about the high likelihood of human influence on the global climate and the consequent impacts
Twenty-first UNFCCC COP in Paris	2015	The meeting is aiming for an agreement to succeed the Kyoto Protocol

Or pour l'instant les deux processus de négociations ne sont pas du tout intégrés: **deux processus solitaires ...**

Commerce international est absent des négociations environnementales

En dépit des avancées de la COP21 (Paris, 2015):

-aucune mention explicite du commerce

-abandon du paragraphe invitant les États à « limiter ou réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant des combustibles utilisés dans les transports aériens et maritimes internationaux »

Deux processus solitaires

Les négociations environnementales internationales ne fixent aucun objectif de réduction des émissions de transports aériens et maritimes

D'ailleurs les émissions lors du transport des marchandises ne rentrent pas dans le calcul des émissions des pays (consommateurs ou producteurs): « personne n'en est tenu responsable »

« Imaginez une conférence de médecins sur le cancer du poumon pendant laquelle personne ne parle du tabac. Ça serait étrange non ? Et bien c'est la même chose pour la COP21 avec la question du transport aérien et maritime. Ce sont des responsables du dérèglement climatique dont personne ne parle »

Jean-Baptiste Poncelet, coordinateur du projet COP21 pour France Nature Environnement.

Le transport international de marchandises représente en 2016:

-30% des émissions de CO2 liées au transport (national/international)

-7% des émissions mondiales: 2 108 million tonnes (Mt)

transport maritime 1 100 Mt (70% tonne-kilometre)

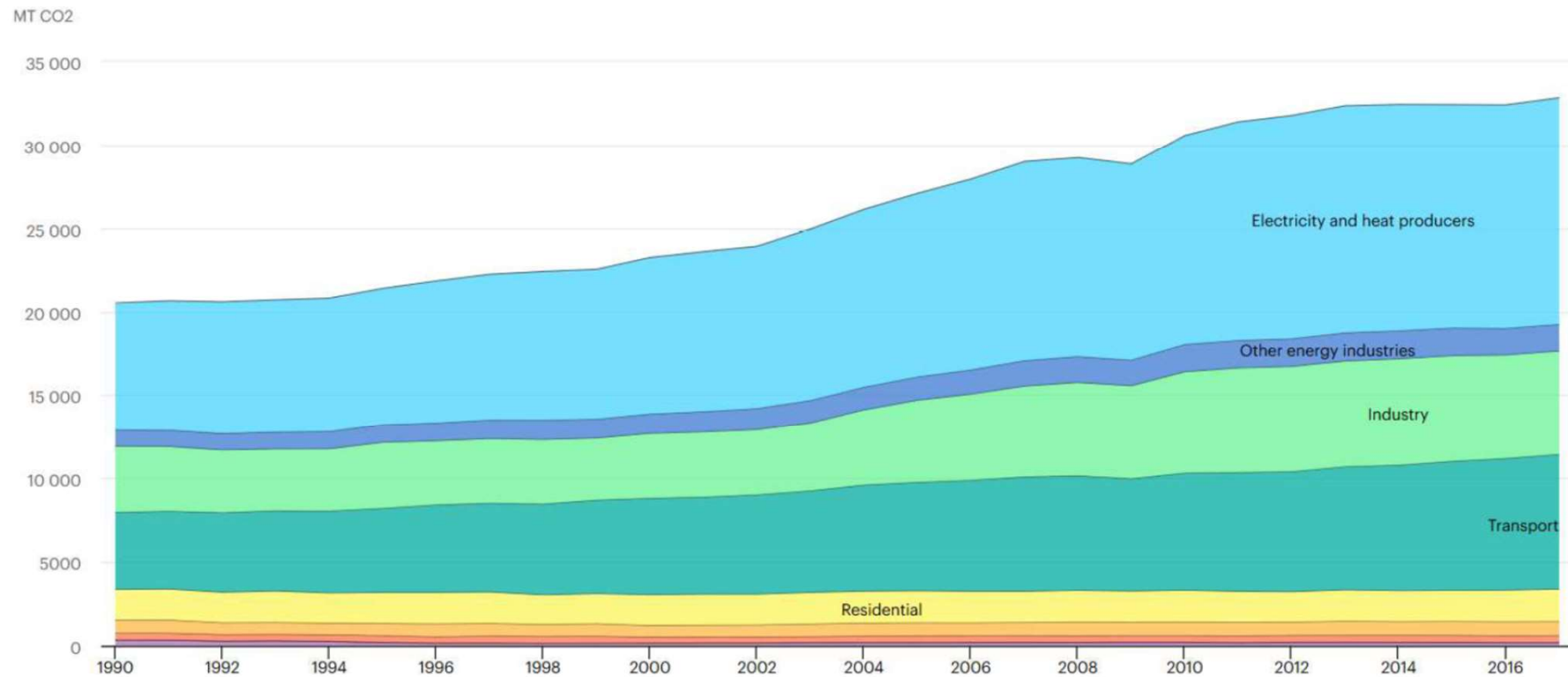
transport aérien 500 Mt (0.2% tonne-kilometre)

transport camion 500 Mt (18% tonne-kilometres)

Des chiffres qui semblent faibles mais

-Si le transport maritime international était traité comme un pays à part entière, il serait le sixième pays en termes d'émissions de CO2 juste devant l'Allemagne

-prédictions que les émissions du transport international seront multipliées par 4 (pour atteindre 8 000 Mt) d'ici 2050 (ITF-OECD)



Le transport en global (national/international) est responsable de 20% des émissions de CO₂.

Les camions et voitures individuelles pèsent pour les trois quarts des émissions de CO₂ dues au transport.

Deux processus solitaires ...

Les considérations environnementales sont absentes des négociations commerciales

En 1994 l'OMC a créé le « *Comité du commerce et de l'environnement* » chargé d'examiner les relations entre le commerce et l'environnement

Ses deux principes fondamentaux sont néanmoins:

-Le *domaine de compétence de l'OMC se limite au commerce*: sa tâche reste d'examiner les questions qui se posent lorsque des politiques environnementales ont des effets notables sur le commerce. Pas d'intervention dans l'élaboration des politiques environnementales nationales ou internationales, ni dans l'établissement de normes environnementales.

-Si le Comité constate l'existence de problèmes, les solutions qu'il adopte doivent contribuer au **maintien des principes du système commercial de l'OMC**. Son idée est que les restrictions au commerce ne sont pas les seules mesures existantes et sûrement pas les plus efficaces pour atteindre un objectif environnemental.

Deux processus solitaires ... et potentiellement contraires

Exemple de mesures « pro-environnement » :

- manger biens de saison et produits localement: étiquetage « food miles »
- interdiction des produits non respectueux de l'environnement: pêche, huile de palme ...
- soutien aux producteurs/installateurs de panneaux solaires
- interdiction de l'exploitation de ressources minières sales (fracturation hydrauliques) ou de projets néfastes pour l'environnement (pipeline, barrage, construction d'aéroport)

Rappels des grands principes de l'OMC

Le principe de non-discrimination:

La clause de la nation la plus favorisée (NPF): les pays ne peuvent pas établir de discrimination entre leurs autres membres de l'OMC.

Le traitement national: les importations ne doivent pas subir un traitement moins favorable que celui réservé aux produits ou services nationaux.

Le principe de concurrence loyale

Sont considérées comme déloyales les exportations à des prix inférieurs à ceux pratiqués sur leur marché d'origine pour obtenir une part de marché (*dumping*) et les *subventions* versées par les pouvoirs publics aux entreprises nationales.

Les sanctions: Chaque pays a la possibilité de porter devant l'OMC un différend commercial avec un autre pays.

Si le *tribunal de l'OMC* estime la requête justifiée, il peut autoriser le demandeur à prendre une sanction.

Deux processus solitaires ... et potentiellement contraires

Exemple de mesures « pro-environnement » :

-manger biens de saison et produits localement: étiquetage « food miles »

≠ principe de non-discrimination?

-interdiction des produits non respectueux de l'environnement: pêche, huile de palme ...

≠ principe de non-discrimination?

-soutien aux producteurs/installateurs de panneaux solaires

≠ principe de concurrence loyale

-interdiction de l'exploitation de ressources minières sales (fracturation hydrauliques) ou de projets néfastes pour l'environnement (pipeline, barrage, construction d'aéroport)

≠ principe de non-discrimination?

Deux processus solitaires ... et contraires

De nombreuses politiques cherchant à préserver l'environnement ont été jugées contraires aux traités commerciaux (OMC ou accords régionaux)

Cas ALENA: Lone Pine Resources Inc. contre le Gouvernement du Canada – verdict en attente

La société US qui avait obtenu des permis d'exploration pour du gaz attaque une loi du Québec cherchant à limiter les activités pétrolières et gazières sous le fleuve Saint-Laurent.

Cas OMC: US contre le programme solaire Indien (2017) et Japon contre programme d'énergie renouvelable Canadien (2014)

L'Inde, comme le Canada avant, organisait un soutien financier massif aux fabricants de panneaux solaires et aux utilisateurs de panneaux solaires mais conditionnés à l'utilisation de matériaux produits domestiquement

Les deux programmes ont été jugés comme de la protection déguisée donc comme de la concurrence déloyale

Deux aspects distincts du lien entre négociations commerciales et environnementales

La libéralisation commerciale en promouvant les échanges est-elle nocive pour l'environnement en induisant une hausse des émissions?

La libéralisation commerciale contribue-t-elle à saper les efforts environnementaux en imposant des limites au pouvoir de réglementation du gouvernement?

PLAN du cours

Partie 1: Le commerce international est-il mauvais pour l'environnement ?

Partie 2: La mondialisation économique s'oppose-t-elle à la réglementation environnementale ?

Partie 3: Comment articuler politiques commerciales et enjeux climatiques ?

Mode d'évaluation

50% Examen final

-50% Discussion d'un litige ou d'une initiative

Le différend « crevette et tortue » à l'OMC entre les USA et l'Inde, la Malaisie, le Pakistan et la Thaïlande (1997)

Le litige sur les cellules solaires en 2016 entre l'Inde et les USA.

L'initiative CORSIA (Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation) de l'OACI/ ICAO (The International Civil Aviation Organization)

L'Accord sur les biens environnementaux de l'OMC (2014)

Protocole de Montréal sur la couche d'ozone stratosphérique, : quels enseignements?

-50% Revue de littérature académique sur thématique liée